



NATO
|
OTAN

Sommaire

- 2 Entretien avec John Colston
- 5 Réunion des ministres des affaires étrangères
- 5-10 Pleins feux sur le Dialogue intensifié, la formation des civils, la réinsertion du personnel militaire dégagé des cadres, le secteur du renseignement, le projet de démilitarisation, la coopération militaire, des personnalités ukrainiennes à l'OTAN

numéro 4
2005



NATO

OTAN-Ukraine

Des résultats concrets et mesurables
doivent être obtenus

- Les ministres des affaires étrangères portent leur attention sur les résultats obtenus et sur les perspectives d'évolution des relations entre l'OTAN et l'Ukraine
- Le Secrétaire général adjoint, M. Colston, évalue la coopération OTAN-Ukraine en ce qui concerne la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité
- Un projet de fonds d'affectation spéciale est lancé pour la réinsertion du personnel militaire
- Un nouveau programme de formation professionnelle pour les civils travaillant dans les institutions de défense et de sécurité est approuvé

→ Entretien avec John Colston



Des consultations OTAN-Ukraine informelles de haut niveau sur la réforme de la défense et la politique de défense qui ont réuni les ministres de la défense de l'Ukraine et des pays de l'OTAN se sont tenues à Vilnius (Lituanie) les 23 et 24 octobre. Ces réunions sont organisées une fois par an par le Groupe de travail conjoint sur la réforme de la défense (JWGDR). Depuis sa création en 1998, le JWGDR est le principal point de convergence pour la coopération en matière de réforme des secteurs de la défense et de la sécurité. John Colston, Secrétaire général adjoint pour la politique et les plans de défense, dirige les travaux du JWGDR côté OTAN. Il analyse ici les consultations de Vilnius et évalue la coopération OTAN-Ukraine en ce qui concerne la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité.

Novyny NATO (NN) : *En quoi la réunion de Vilnius est-elle importante ? Quels grands sujets y ont été discutés ?*

John Colston (JC) : Les consultations annuelles OTAN-Ukraine de haut niveau comptent parmi les réunions les plus importantes du calendrier OTAN-Ukraine. Ces consultations, qui sont présidées par le Secrétaire général de l'OTAN, sont en fait des réunions informelles annuelles des ministres de la défense des pays de l'OTAN et de l'Ukraine et constituent un cadre propice à des échanges ouverts. Avant Vilnius, les réunions s'étaient tenues à Berlin, à Washington et à Varsovie.

Les consultations cherchent à traiter les questions d'actualité qui sont inscrites au programme de défense et de sécurité OTAN-Ukraine. À Vilnius, on a surtout abordé la mise en œuvre des plans de réforme de la défense en Ukraine, les aspects du Dialogue intensifié qui concernent la défense, ainsi que les réformes du secteur de la sécurité au sens large, notamment la préparation d'un réexamen national du secteur de la sécurité en Ukraine, qui devrait concerner toutes les structures et toutes les politiques ayant trait à la sécurité de l'État. Les discussions ont été très franches, ce qui témoigne du dynamisme des relations OTAN-Ukraine.

Il importait également que les États membres de l'OTAN soient prêts à annoncer différentes formes d'aide à l'Ukraine. Par exemple, en marge de la réunion, quinze pays de l'Alliance et l'Ukraine ont signé une lettre

d'intention confirmant qu'ils soutenaient un programme de formation professionnelle pour le personnel civil employé dans les institutions de sécurité ukrainiennes (voir p. 7). Chaque gouvernement étant tributaire de l'élément humain pour la mise en œuvre de changements généralisés, le lancement de ce programme est l'une des mesures les plus importantes prises par les Alliés et l'Ukraine en 2005.

NN : *Parallèlement au lancement, en avril 2005, du Dialogue intensifié sur les aspirations de l'Ukraine à adhérer à l'OTAN et sur les réformes à mener en ce sens, une série de mesures à court terme ont été annoncées, qui cherchent à privilégier la coopération pratique pour atteindre les objectifs en matière de réformes urgentes dans cinq grands domaines. Parmi les priorités fixées, figure la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité. Pourquoi est-il si important d'intensifier la coopération dans ce domaine ?*

JC : Deux grandes raisons justifient l'intensification de la coopération OTAN-Ukraine pour la mise en œuvre des réformes dans les secteurs de la défense et de la sécurité. L'accomplissement des réformes dans ces secteurs apportera beaucoup à l'Ukraine et l'aidera à adhérer à l'Alliance.

Ces idées sont complexes. Je vais tenter de les expliquer en commençant par aborder l'impact à long terme de notre coopération sur les projets d'intégration euro-atlantique de l'Ukraine.

L'OTAN est une Alliance politique, de sécurité et de défense à laquelle l'Ukraine souhaite adhérer. Le statut de membre de l'Alliance exige que les pays partagent des valeurs communes et appliquent des normes semblables, notamment dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité. Notre coopération dans la mise en œuvre des réformes des secteurs de la défense et de la sécurité rapproche l'Ukraine de ces valeurs.

Quelles sont ces normes ? Dans tout pays qui aspire à devenir membre de l'OTAN, la réforme du secteur de la sécurité doit viser à transformer ce secteur en un mécanisme soumis à un contrôle démocratique et devant répondre de ses actes selon les règles de la démocratie. Un ensemble de lois et de règlements devront par exemple être adoptés pour que le dispositif législatif d'un pays candidat soit conforme aux normes de l'OTAN et aux normes européennes. Cette exigence porte principalement sur le contrôle civil et démocratique des forces de sécurité nationales, qui est l'une des valeurs essentielles que l'on retrouve dans les procédures et les politiques nationales des pays de l'OTAN.

Mais la réforme du secteur de la sécurité ne consiste pas seulement à adapter le dispositif législatif auquel il est soumis. La transformation de ce secteur ne consiste pas non plus uniquement à contrôler, du point de vue de l'organisation et de la politique, les forces armées, les formations paramilitaires et les services du renseignement. La « culture de sécurité euro-atlantique », ce sont des principes, des valeurs et des modes de travail. L'une de ces valeurs consiste à accroître le rôle de la société civile pour qu'elle puisse superviser efficacement les activités de sécurité internes et externes.

La transformation du secteur de la sécurité de l'Ukraine est essentielle au développement de la démocratie ukrainienne et à ses perspectives. Le mode de gestion du secteur de la sécurité en dit long sur les principes qui régissent un État et sur la qualité de son système démocratique, que ce soit en Ukraine, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada ou en Pologne. Par conséquent, la réforme du secteur de la sécurité mise en œuvre par un État démocratique dans un État démocratique doit établir un lien entre la gouvernance du secteur de la sécurité et les principes démocratiques. Les Alliés attachent une grande importance à cet aspect du processus de réforme.

Ce n'est donc pas un hasard si la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité est inscrite depuis

longtemps au programme OTAN-Ukraine – les Alliés sont résolus à aider l'Ukraine à renforcer la légitimité démocratique de son secteur de la sécurité. Il n'est pas non plus étonnant que les ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN et de l'Ukraine aient privilégié ce domaine de réforme lorsqu'ils ont lancé la série de mesures à court terme pour soutenir les priorités de réforme de l'Ukraine. Bref, la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité est synonyme de démocratie.

NN : *La coopération avec l'Ukraine dans le domaine de la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité est plus poussée qu'avec les autres pays partenaires de l'OTAN. Quels sont les principaux résultats de la coopération dans ce domaine sous la houlette du JWGDR ?*

JC : J'estime que le JWGDR peut s'enorgueillir de servir de tribune pour les échanges entre experts des pays membres de l'OTAN et de l'Ukraine, tribune qui leur permet d'examiner les questions relatives à la mise en œuvre des réformes dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Qui plus est, ce mode de fonctionnement contribue à instaurer une culture de travail spécifique qui permet à l'OTAN et à l'Ukraine d'aborder *ensemble* des problèmes concrets et de trouver des solutions *communes*. Cet aspect commun du travail et des consultations est d'une grande importance.

Le JWGDR permet également à l'Ukraine de faire appel aux compétences des Alliés et sert de moyen par lequel les pays de l'OTAN peuvent apporter en coordination un soutien concret à l'Ukraine. De plus, le JWGDR est une entité qui profite à tous puisqu'il aide les Alliés à mieux comprendre la complexité de la situation en Ukraine et dans la région.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Quand le JWGDR a été créé en 1998, ses activités portaient au départ sur l'échange d'informations entre experts nationaux sur des thèmes tels que le contrôle démocratique des forces armées, la professionnalisation et l'établissement des budgets de la défense et des concepts de réservistes.

Avec le temps, le groupe a étendu le champ de ses activités, qui englobent désormais la réforme du secteur de la sécurité au sens large en Ukraine. Aujourd'hui, le JWGDR met en œuvre plusieurs activités, notamment le soutien de l'examen de la politique de défense de l'Ukraine, la préparation de l'examen complet du secteur

de la sécurité nationale, des activités spécifiques visant à aider l'Ukraine à renforcer le contrôle civil des structures de sécurité et de défense (dont les agences de renseignement) (voir p. 9), le soutien apporté à l'Ukraine pour démilitariser son secteur de la sécurité, notamment dans le cadre de notre coopération avec les troupes du ministère de l'intérieur et avec le ministère des situations d'urgence, et la gestion des conséquences de la réforme de la défense.



Le ministre ukrainien de la défense, M. Anatoli Grytsenko, (à gauche) et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, s'adressent à la presse après les consultations OTAN-Ukraine de haut niveau des ministres de la défense qui se sont tenues à Vilnius le 24 octobre.

NN : *Quels grands défis subsistent et quelles devraient être les priorités de l'Ukraine actuellement ?*

JC : Je tiens d'abord à souligner que la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité ne doit pas être considérée comme un problème ponctuel. Le dispositif de défense et de sécurité d'un pays doit se transformer en permanence pour répondre aux exigences d'un environnement de sécurité qui évolue. Il faudra peut-être encore adapter les politiques et les idées d'aujourd'hui pour qu'elles correspondent au climat de sécurité de demain. Nous devons donc faire preuve d'une certaine souplesse dans la mise en place de nos dispositifs de sécurité pour assurer le succès de la réforme du secteur de la sécurité.

L'Ukraine n'est pas seule à devoir réformer les secteurs de la défense et de la sécurité. Tous les États membres de l'OTAN et plusieurs pays partenaires sont confrontés au défi de la transformation. Mais la situation en Ukraine est particulière en raison de l'ampleur du problème. Nous avons tendance à oublier que, lorsqu'elle a obtenu son indépendance en 1991, l'Ukraine a hérité d'une grande partie des forces armées de l'Union soviétique. À cette époque, l'Ukraine n'a pas dû se contenter de transformer ses forces de sécurité – il lui a fallu créer

pratiquement de toute pièce son propre secteur de sécurité. L'Ukraine a depuis lors bien progressé et nous ne devons pas sous-estimer ce progrès. Par exemple, la capacité de l'Ukraine de contribuer aux opérations et aux missions dirigées par l'OTAN, dans les Balkans et ailleurs, témoigne du professionnalisme des forces de sécurité ukrainiennes.

Passons à présent aux priorités à fixer pour l'avenir. Je crois que l'Ukraine doit, et c'est là le grand défi, transformer de fond en comble son secteur de la sécurité pour l'aligner plus étroitement sur les normes euro-atlantiques et européennes. Autrement dit, pour réussir, les réformes du secteur de la sécurité en Ukraine doivent concerner non seulement le ministère de la défense et les forces armées, mais également toutes les autres forces de sécurité ou de maintien de l'ordre, y compris les forces de sécurité intérieure. On observe actuellement une certaine dispersion des activités de réforme, certains éléments du secteur ukrainien de la sécurité semblant avancer plus rapidement que d'autres dans leur programme de réforme.

Il y a, à mon avis, deux grandes considérations qui détermineront la réussite à terme de la réforme du secteur de sécurité en Ukraine : premièrement, l'aptitude du gouvernement ukrainien à formuler une politique globale de réforme du secteur de la sécurité nationale, qui constituera un plan d'orientation générale pour réformer des éléments du secteur de la sécurité en Ukraine et deuxièmement, la détermination des autorités ukrainiennes à poursuivre et à financer correctement les réformes lorsqu'elles auront été lancées. L'examen du secteur de la sécurité nationale que l'Ukraine prépare actuellement devrait tenir compte de ces deux considérations.

Inutile de préciser que l'OTAN et les différents Alliés sont toujours prêts à aider l'Ukraine à accomplir ce travail difficile, notamment par l'intermédiaire du JWGDR. L'Ukraine ne devra pas faire face seule aux défis que constitue la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité et je suis parfaitement convaincu que nous obtiendrons les résultats que nous espérons tous.

Enfin, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour dire qu'il m'est toujours agréable de travailler avec mes amis et collègues ukrainiens, dont la détermination et le travail acharné ont permis de faire progresser le programme de défense et de sécurité OTAN-Ukraine. L'Ukraine a un grand potentiel humain, c'est l'un des aspects les plus importants de la transformation démocratique de l'Ukraine.

→ Réunion des ministres des affaires étrangères

« Le Dialogue intensifié rapporte déjà des dividendes » a déclaré le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, lors d'une conférence de presse organisée après la réunion de la Commission OTAN-Ukraine qui s'est tenue au siège de l'OTAN le 8 décembre et qui a porté principalement sur les perspectives d'évolution des relations OTAN-Ukraine. « Nos experts examinent les aspects politiques, économiques, militaires, juridiques et relatifs à la défense des obligations liées au statut de membre ». Il a cependant précisé qu'il y avait beaucoup à faire et que les Alliés « attendent de l'Ukraine qu'elle accélère le rythme des réformes en renforçant les institutions démocratiques, en luttant contre la corruption et en modernisant l'ensemble du secteur de la défense et de la sécurité ».



Le ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Boris Tarassiouk (à gauche), et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, participent à un débat amical mais franc lors de la réunion de la Commission OTAN-Ukraine le 8 décembre.

Au cours de la réunion, les ministres des pays de l'Alliance ont souligné que la progression de l'Ukraine vers la réalisation de ses objectifs d'intégration euro-atlantique, y compris son éventuelle participation au plan d'action pour l'adhésion, dépendra principalement des résultats, concrets et mesurables, qu'elle aura obtenus dans la mise en œuvre de réformes et de politiques clés. Les débats ont principalement porté sur les progrès accomplis par l'Ukraine en 2005 en ce qui

concerne le renforcement de ses institutions démocratiques et la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité. Les ministres des pays de l'OTAN ont fait référence aux élections législatives prévues en mars 2006 et qui offriront à l'Ukraine l'occasion de prouver le caractère permanent de ses réformes démocratiques. Ils ont également salué la volonté du gouvernement d'entreprendre un examen complet du secteur de la sécurité de ce pays. L'Ukraine a été encouragée à mettre en œuvre de nouvelles réformes judiciaires et administratives, notamment dans le domaine de la lutte contre la corruption, et à poursuivre sa contribution à la sécurité régionale. Enfin, les ministres ont formulé le souhait qu'un ambitieux plan annuel OTAN-Ukraine des cibles à atteindre pour 2006, actuellement en cours d'élaboration, soit adopté rapidement et mis en application sans tarder et avec détermination.

S'adressant à la presse, M. Boris Tarassiouk, ministre ukrainien des affaires étrangères, a déclaré qu'il avait bien entendu le message de ses homologues des pays de l'Alliance invitant l'Ukraine à privilégier la mise en œuvre concrète des réformes et à appliquer les idées de la Révolution orange. Il a souligné que « le gouvernement ukrainien fera de son mieux pour répondre aux attentes du peuple ukrainien – qui s'est dressé et a manifesté pacifiquement pour la démocratie. Nous veillerons à ce que les élections soient régulières, libres et démocratiques. Et nous répondrons aux attentes de nos amis de l'OTAN ».

→ Pourparlers dans le cadre du Dialogue intensifié

Dans le prolongement des pourparlers organisés dans le cadre du Dialogue intensifié, qui ont commencé en septembre (voir *Infos OTAN-Ukraine 3/05*), deux nouvelles séries de pourparlers constructifs ont eu lieu en novembre. Ces pourparlers ont porté sur des questions ayant trait à la réforme du secteur de la sécurité et du renseignement et aux activités économiques.

Le 9 novembre, une équipe ukrainienne, conduite par Ihor Drijtchanyi, Président du Service de sécurité ukrainien (SBU) et par Mykola Malomouj, Président du Service ukrainien du renseignement extérieur (FIS), s'est rendue au siège de l'OTAN pour participer aux pourparlers. John

Colston, Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la politique et les plans de défense, a présenté les attentes de l'Alliance en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité. Thomas McKeever, Directeur du Bureau de sécurité de l'OTAN, a examiné les exigences relatives à la protection et à l'échange d'informations classifiées. L'équipe des pays de l'Alliance a souligné qu'il était essentiel que l'Ukraine procède à une réforme approfondie du secteur de la sécurité/du renseignement, qui demeure handicapé par les lourdeurs héritées de l'époque soviétique (infrastructures, personnel pléthorique et mentalités), si elle veut accomplir sa transition démocratique et atteindre ses objectifs d'intégration euro-atlantique. Les responsables de l'équipe ukrainienne ont souligné que leur pays était fermement résolu à dépolitiser le secteur ukrainien du renseignement/de la sécurité, à assurer un contrôle civil démocratique adéquat (*voir également p. 8*) et à mettre en œuvre toutes les normes OTAN applicables.

Des pourparlers avec l'Ukraine consacrés aux questions économiques ont eu lieu le 23 novembre dans le cadre du Dialogue intensifié. La réunion était présidée par le Secrétaire général adjoint délégué de l'OTAN pour les affaires régionales, économiques et de sécurité, Patrick Hardouin. L'équipe ukrainienne était dirigée par le vice-ministre de l'économie, Volodymyr Ignaschenko. Les participants ont procédé à un échange de vues sur ce qu'attendent les Alliés d'un candidat potentiel dans le domaine économique : les trois questions centrales sont le maintien de la primauté du droit, le développement d'une économie de marché et des réformes économiques à mettre en œuvre pour assurer la prospérité et la stabilité. On a demandé au vice-ministre Ignaschenko de préciser les problèmes structurels dont souffre l'économie ukrainienne et qui ont des incidences sur les objectifs d'intégration euro-atlantique du pays. Le débat a porté principalement sur les réformes nécessaires pour venir à bout de la corruption, modifier les règles des marchés publics et améliorer le climat commercial général ainsi que sur l'importance d'un système judiciaire transparent et indépendant. Il a également porté sur le développement de petites et moyennes entreprises, la réforme du secteur des soins de santé et du secteur financier, la viabilité du système des retraites et le commerce extérieur.

L'OTAN et l'Ukraine après la Révolution orange

Où en est l'Ukraine un an après la révolution ?
L'actuel gouvernement veut que l'Ukraine adhère à l'OTAN, mais qu'en pense la population ?
Quelles questions doivent être traitées pour que l'Ukraine réponde aux critères d'adhésion ?

Ces questions et d'autres points ont été examinés lors d'un débat en ligne sur le site web de l'OTAN le 22 novembre. Trois experts y ont participé : Oleksandr Souchko, Directeur du Centre pour la paix et la politique étrangère d'Ukraine, James Sherr, membre du Centre de recherche sur l'étude des conflits à la Defence Academy du Royaume-Uni et Michel Duray, Directeur du Centre d'information et de documentation de l'OTAN à Kiev. Le débat était animé par Jamie Shea, Directeur de la planification des orientations à l'OTAN.

Le débat peut être entendu en anglais, et la transcription du débat peut être obtenue sur : www.nato.int/multi/video/stopwatch2/051121/v051121e.htm



→ Programme de formation professionnelle

Le 24 octobre, au cours des consultations OTAN-Ukraine de haut niveau des ministres de la défense qui se sont tenues à Vilnius, 15 pays de l'OTAN et l'Ukraine ont signé une lettre d'intention confirmant qu'ils soutenaient un programme de formation professionnelle de civils travaillant au ministère ukrainien de la défense, au Conseil national de sécurité et de défense et, à mesure que le programme se développera, dans le secteur de la sécurité au sens large. Le Royaume-Uni a accepté de se charger de la mise en œuvre et de la coordination de ce programme, qui sera entrepris sous l'égide du Groupe de travail conjoint OTAN-Ukraine sur la réforme de la défense.



Le ministre polonais de la défense, M. Jerzy Szmajdziński, signe la lettre d'intention concernant le soutien d'un nouveau programme pour la formation professionnelle du personnel civil employé dans les institutions de sécurité ukrainiennes.

Le renforcement du contrôle civil et démocratique des structures de sécurité et de défense et l'amélioration des capacités de ces structures sont essentiels pour que l'Ukraine devienne un pays démocratique et qu'elle progresse sur la voie de l'intégration euro-atlantique. Il s'agit en effet d'une priorité de réforme essentielle si l'Ukraine souhaite adhérer à l'OTAN. L'Ukraine a déjà déclaré, dans le plan d'action OTAN-Ukraine 2002, qu'elle avait l'intention de développer les compétences du personnel civil employé dans les institutions de sécurité.

L'Allemagne, le Canada, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Slovaquie ont proposé d'apporter un soutien pratique à l'Ukraine pour qu'elle mette en œuvre le programme de formation professionnelle. Il s'agira à la fois d'un soutien financier et d'une aide directe en matière de formation et de perfectionnement, ainsi que d'aides bilatérales visant à réaliser les objectifs du programme.

Ces pays apporteront également leur aide au niveau politique pour chercher à obtenir le soutien d'autres pays de l'OTAN et pays partenaires, et les inviter à participer à cette initiative ; ils s'adresseront aussi à d'autres organismes internationaux compétents, comme l'Union européenne.

→ Soutien des militaires délogés des cadres

On procède à une réduction progressive des effectifs des forces armées ukrainiennes dans le cadre des réformes de la défense et des projets qui visent à mettre en place une armée de métier d'ici à 2011. Après avoir réduit ses effectifs militaires de 40 000 en 2004 et encore de 40 000 en 2005, le ministère ukrainien de la défense prévoit actuellement de poursuivre progressivement les compressions et de supprimer 102 000 postes d'ici à 2011. On estime qu'environ 25% de ces personnes devront être recyclées. L'Ukraine a demandé l'aide de la communauté internationale à la fois pour élaborer une bonne politique et pour parrainer des programmes de reconversion professionnelle.

La coopération OTAN-Ukraine dans le domaine de la reconversion et de la réinsertion des militaires délogés des cadres s'articule autour de trois grands axes : un programme de reconversion financé par l'OTAN, un projet de fonds d'affectation spéciale du Partenariat pour la paix et le recours à des experts pour élaborer un programme complet de réinsertion.

Ces cinq dernières années, l'OTAN a financé un programme de reconversion et elle a aidé l'Ukraine à le gérer ; chaque année, une centaine de militaires délogés des cadres suivent, dans le cadre de ce programme, des cours de langue et des stages de formation professionnelle. Depuis 1999, 37 stages linguistiques (anglais,

français, allemand ou italien) et 14 stages commerciaux ont été organisés à Kiev et dans plusieurs villes de province. Un projet est actuellement à l'étude, qui prévoit de doubler en 2006 le financement de ce programme et de le porter à 300 000 euros.

En septembre 2005, les Pays-Bas ont accepté de se charger d'un projet de fonds d'affectation spéciale du PPP afin d'assurer la reconversion et la réinsertion de 600 militaires dégagés des cadres dans un centre à Kmelnitsky, dans l'ouest de l'Ukraine. Ce projet assurera la poursuite d'un programme lancé en 2003 par le Royaume-Uni. Le Centre de reconversion de Kmelnitsky organise des stages de gestion, de commerce et d'informatique. Le Centre aide les diplômés à chercher du travail en tenant à jour une base de données, en visitant les salons de l'emploi et en apportant un soutien personnel. Depuis mai 2005, 77% des diplômés ont trouvé un emploi. Le projet de fonds d'affectation spéciale, qui doit être lancé en 2006, se déroulera sur trois ans et son coût est estimé à 430 000 euros. Les Pays-Bas se sont engagés à verser 132 000 euros, la Bulgarie et la Lettonie donneront toutes les deux 15 000 euros environ, et la Finlande, qui est un pays partenaire au même titre que l'Ukraine au Conseil de partenariat euro-atlantique, a accepté de financer le projet à hauteur de 25 000 euros. Le Royaume-Uni continuera de soutenir le programme en mettant à disposition le matériel qui avait été acheté pour le projet.

En réponse à une lettre de mai 2005 du ministre ukrainien de la défense, qui demandait un accroissement de l'aide pour la réinsertion des militaires dégagés des cadres, le Secrétaire général de l'OTAN s'est dit prêt à fournir des experts pour aider le ministère ukrainien de la défense à mettre en place un programme complet de réinsertion. Pour que ce projet se concrétise, il faut d'abord que les autorités ukrainiennes évaluent leurs besoins et qu'elles expliquent comment elles envisagent l'avenir dans ce domaine.

Ces trois axes d'activités complémentaires visent à aider l'Ukraine à gérer les conséquences économiques et sociales de la réforme de la défense. La coopération dans ce domaine a été jugée prioritaire dans la série de mesures à court terme qui ont été lancées en avril 2005 parallèlement au Dialogue intensifié sur les aspirations de l'Ukraine à adhérer à l'OTAN.

→ Contrôle civil du secteur du renseignement

Le contrôle civil du secteur du renseignement est l'un des objectifs déclarés que s'est fixé le gouvernement ukrainien dans le cadre général des réformes du secteur de la sécurité. Plusieurs réunions OTAN-Ukraine organisées récemment dans le cadre du Dialogue intensifié sur les aspirations du pays à adhérer à l'OTAN ont permis de souligner l'importance que revêt ce domaine pour le renforcement de la démocratie en Ukraine. Il conviendra de mettre en place d'urgence des mécanismes efficaces qui permettront d'assurer le contrôle civil pour aider le parlement à s'acquitter de ses nouvelles tâches dans ce domaine, qui sont prévues dans les réformes constitutionnelles, lesquelles entreront en vigueur début 2006.

Une table ronde, organisée à Kiev les 18 et 19 décembre, avait pour objet d'engager un dialogue entre les chefs des services du renseignement ukrainiens, de hauts responsables de l'exécutif et des parlementaires et leurs homologues de l'OTAN et des pays de l'Alliance sur un certain nombre de questions clés relatives au contrôle civil et démocratique du secteur du renseignement. Les sujets abordés étaient les suivants : le rôle que joue le pouvoir exécutif en matière de contrôle des structures de renseignement, les mécanismes de contrôle législatif et public et la notion de secret. Ces échanges de vues avaient pour but d'obtenir des précisions et des explications dans ces domaines pour faire avancer le Dialogue intensifié et de servir de catalyseur aux travaux complémentaires entrepris au niveau des experts dans le cadre du Groupe de travail conjoint OTAN-Ukraine sur la réforme de la défense (JWGDR).

Cette rencontre a été organisée sous l'égide du JWGDR en coopération avec le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF). Elle était coprésidée par les coprésidents du JWGDR, John Colston, Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la politique et les plans de défense, et Serhiy Pyrojkov, Secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine.

→ Destruction des missiles excédentaires

Le vice-ministre ukrainien de la défense, Volodymyr Terechenko a signé, au cours d'une visite au siège de l'OTAN, le 23 novembre, un accord de mise en œuvre du projet d'affectation spéciale du PPP pour la destruction de munitions et d'armes légères et de petit calibre excédentaires et dangereuses.



Un missile portatif de défense aérienne est démonté à l'arsenal de Balakleya près de Kharkiv.

Cet accord a permis d'entamer les travaux prévus au titre du projet. La première étape de l'élimination des excédents de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) a commencé dans un arsenal à Balakleya dans la région de Kharkiv le 1er décembre.

Les États-Unis dirigent la première phase de trois ans des activités de démilitarisation qui dureront 12 ans et permettront de détruire 15 000 tonnes de munitions, 400 000 armes de petit calibre et 1 000 MANPADS. Le coût total de la première phase du projet s'élèvera à environ huit millions d'euros. En plus d'améliorer la sécurité de l'Ukraine et de ses voisins, la destruction sans risque de ces stocks contribue concrètement aux réformes de défense de l'Ukraine et aide ce pays à apprendre à traiter ce type de problème à l'avenir. (Voir également Infos OTAN-Ukraine 1/05).

→ Coopération militaire

Lors d'une réunion du Comité militaire organisée avec l'Ukraine au siège de l'OTAN, le 15 novembre, le chef d'état-major des forces armées, le colonel-général Serhiy Kiritchenko, a présenté à ses homologues des pays de l'Alliance les progrès accomplis dans le cadre du Programme national de développement des forces armées ukrainiennes pour 2006-2011. Les chefs d'état-major des forces armées des pays de l'Alliance ont exprimé leur soutien au processus de transformation de l'Ukraine tout en précisant que le succès de ce processus passait par un financement adéquat.

Un plan de travail pour la coopération militaire en 2006 a également été approuvé à cette réunion. Ce plan doit permettre d'atteindre les objectifs militaires et les objectifs liés à la défense qui sont inscrits dans le plan d'action OTAN-Ukraine et dans les plans annuels des cibles à atteindre, ainsi que les buts fixés dans le cadre du processus de planification et d'examen (PARP) du PPP. En raison du lancement du Dialogue intensifié au début de 2005, le plan pour 2006 est plus ambitieux que par le passé. L'accent a été mis en particulier sur le soutien et l'évaluation de la mise en œuvre de la transformation et de la réforme de la défense en Ukraine et sur les activités visant à améliorer l'interopérabilité entre les forces ukrainiennes et les forces des pays de l'Alliance.



(Deuxième à partir de la gauche) Le chef de l'état-major ukrainien, le général Serhiy Kyrytchenko, et le général Volodymyr Chkidytkenko (Mission de l'Ukraine auprès de l'OTAN) s'entretiennent avec le général Raymond Henault, Président du Comité militaire de l'OTAN, lors d'une réunion des chefs d'état-major de la défense de l'OTAN et de l'Ukraine qui s'est tenue le 15 novembre.

→ Des personnalités ukrainiennes à l'OTAN

Dans le cadre des activités de diplomatie publique visant à mieux faire connaître l'OTAN aux Ukrainiens, un groupe de personnalités ukrainiennes, parmi lesquelles se trouvaient des chanteurs, des écrivains et des réalisateurs connus, a été invité à se rendre à l'OTAN le 17 novembre.



(Devant, au centre et à droite) Ruslana et Sviatoslav Vakartchouk interviennent lors d'une réunion très informelle dans la salle de conférence du Conseil de l'Atlantique Nord.

On comptait parmi les invités la lauréate du Grand Prix Eurovision de la chanson, Ruslana, les chanteurs Oleh Skyпка et Sviatoslav Vakartchouk, ainsi que le député et écrivain Volodymyr Tsyboulko et le député Leonid Taniouk, chef de la commission parlementaire sur la culture et la spiritualité.

Les visiteurs ont montré qu'ils s'intéressent beaucoup à l'avenir de leur pays et qu'ils veulent participer au débat sur la création d'une culture de sécurité dans un monde où les enjeux sont nombreux. Lors de leur rencontre avec le Secrétaire général Jaap de Hoop Scheffer, ils se sont déclarés favorables aux aspirations de leur pays à intégrer les structures euro-atlantiques et ont expliqué les raisons pour lesquelles l'Ukraine souhaite devenir membre de l'OTAN.

La publication *Infos OTAN-Ukraine* a pour but de mettre en évidence différents aspects de la coopération entre l'OTAN et l'Ukraine. Elle est basée sur la publication *Novyny NATO*, bulletin trimestriel destiné au public ukrainien et publié en ukrainien et en russe.

Division Diplomatie publique de l'OTAN

1110 Bruxelles, Belgique

Courriel : otandoc@hq.nato.int

De plus amples informations sur les relations OTAN-Ukraine

sont disponibles sur les sites suivants :

(en français) www.nato.int/issues/nato-ukraine

(en ukrainien) www.nato.int/ukraine

En Ukraine, on peut se procurer d'autres informations et publications auprès du :

Centre d'information et de documentation de l'OTAN

36/1 Melnykova, 04119 Kiev, Ukraine

Tél. : +380 44 482 0616 / 17

Fax : +380 44 482 0622

Courriel : nidc@ukrpack.net

© OTAN